

La fin d'un état de grâce

L'ascension brisée de Karl-Theodor zu Guttenberg

Thomas Landwehrlen*

» Quasiment inconnu du grand public avant sa nomination, le 10 février 2009, au poste de ministre fédéral de l'Economie et de la Technologie, le baron Karl-Theodor von und zu Guttenberg est devenu en quelques mois une des personnalités politiques les plus appréciées d'Allemagne. Le jeune espoir de l'Union chrétienne-sociale de Bavière (CSU) a cependant chuté de son piédestal après le bombardement de Kunduz.

Ende der Schonfrist für von und zu Guttenberg

Die Skepsis war groß, als der 37-jährige Baron Karl-Theodor von und zu Guttenberg den amtsmüden Michael Glos (beide CSU) 2009 im letzten Regierungsjahr der Großen Koalition mitten in der Weltwirtschaftskrise als Minister für Wirtschaft und Technologie ablöste – schließlich hatte er sich bis dahin keinen Namen als Wirtschaftsexperte gemacht. Bei seiner Amtsübernahme jedoch waren alle wichtigen Entscheidungen zur Krise bereits getroffen; der dynamisch auftretende politische Senkrecht-Starter mit Aura und Glamour, seit 2002 Abgeordneter im Bundestag, wurde nicht zuletzt dank perfekter Selbstinszenierung schnell zum Sympathie-Träger der Nation.

Als Verteidigungsminister im zweiten Kabinett Merkel gibt er in der Kunduz-Affäre eine weniger gute Figur ab: Zu Guttenbergs Rolle bei der Aufarbeitung der umstrittenen deutschen Militäroperation in Afghanistan, die rund 140 Opfer forderte, darunter viele Zivilisten, bleibt unklar. Durch die Affäre angeschlagen, könnte das Amt den Minister die Aussicht auf die Nachfolge von Angela Merkel kosten – etwa wenn am Hindukusch vermehrt deutsche Opfer zu beklagen sind, so der Autor. Red.

Appelé en urgence au gouvernement pour succéder au ministre démissionnaire Michael Glos, Karl-Theodor zu Guttenberg, alors âgé d'à peine 37 ans, ne semblait guère en mesure de devenir une des stars du paysage politique. Considéré comme un spécialiste des questions internationales et de défense, et non comme un professionnel de l'économie, ce jeune loup peu expérimenté avait été avant tout choisi pour éviter que de nouveaux jeux de chaises musicales ne bouleversent la composition du gouvernement de Bavière, déjà remanié à l'issue de la piètre performance de la CSU aux élections régionales de septembre 2008.

Contraint de reprendre un poste très exposé en pleine crise, le nouveau ministre, dont le seul atout en matière de gestion et d'analyse économique était d'avoir appartenu un temps à la direction de l'entreprise familiale *Guttenberg* ainsi qu'au conseil de surveillance de la société *Rhön-Klinikum*, craignait de devoir donner raison aux ténors de l'opposition qui estimaient qu'il « *suffisait manifestement de savoir lire et écrire pour devenir ministre de l'Economie* ». Guttenberg eut à vrai dire la chance d'avoir une tâche plus facile que prévue : prenant le relais d'un ministre particulièrement effacé, il fit ses premiers pas au gouvernement à un moment où les gros dossiers économiques, plans de relance et budget, avaient déjà été bouclés, et où la production industrielle allemande commençait à reprendre timidement de la vigueur. Profitant de

* Thomas Landwehrlen est attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

ce répète pour se construire une image de « *chouchou de la nation* », le benjamin du gouvernement fédéral s'est lancé dans une campagne de polit-marketing destinée à mettre en valeur son image dynamique et glamour. Capable de susciter la sympathie grâce à un style calme et direct, éloigné de la langue de bois si coutumière au monde politique, cet orateur éloquent et enjôleur, très à l'aise devant les micros, a ainsi joué de ses allures distinguées et de son dynamisme, afin de s'attirer une appréciable couverture médiatique. Démarche souple, costume cintré, petites lunettes rondes et chevelure gominée, le jeune ministre au sourire conquérant a rapidement éprouvé un réel plaisir à se mettre en scène. Dès la mi-mars 2009, il a ainsi effectué un voyage très médiatisé aux États-Unis, d'où il n'a point manqué de ramener des photos le montrant triomphant devant les lumières de *Times Square* à New York. Au début de l'été, caméras et appareils photographiques étaient présents devant un groupe d'enfants berlinois auquel il faisait fougueusement lecture d'un des contes des frères Grimm. Lors du festival d'opéra de Bayreuth enfin, le courtois et élégant Bavarois a donné maintes occasions aux journalistes de l'immortaliser en compagnie de son élégante épouse Stephanie, née von Bismarck-Schönhausen, avec laquelle il formait en 2009, à en croire le tabloïd *Bild*, « *le plus beau couple de l'année* ». Ayant introduit dans le monde politique une dose de *people* totalement inconnue jusqu'ici, celui que les médias ont rapidement appelé « *Obama de Bavière* » ou « *Ribéry de la politique* », a réussi à devenir la personnalité politique la plus populaire du pays derrière Angela Merkel. Accusé par le SPD de n'être que la « *Bella Figura* » de la grande coalition, « *KT* » a été désigné « *homme politique le plus sexy* » d'Allemagne par le magazine féminin *Laviva*.

Élu député au *Bundestag* en 2002, à seulement trente ans, ce jeune homme issu d'une lignée de riches aristocrates dont l'arbre généalogique remonte à 1149 est devenu président de la fédération CSU de Haute-Franconie en décembre 2007 et secrétaire général de son parti en novembre 2008. Docteur en droit, cet homme cultivé féru de philosophie et passionné de géopolitique a été jusqu'à fin 2008 le représentant du groupe parlemen-

taire CDU/CSU à la commission des Affaires étrangères du *Bundestag* et porte-parole de son groupe pour les questions de désarmement, de non-prolifération et de contrôle de l'armement. Réélu pour la troisième fois député en 2007, en devenant le candidat de circonscription le mieux élu d'Allemagne, Guttenberg a été l'an dernier le plus jeune ministre de l'Économie de l'histoire de la République fédérale, avant de devenir, à la faveur de la formation du cabinet Merkel II, le plus jeune ministre de la Défense du pays. Seul à même d'éveiller l'intérêt des électeurs lors de l'indolente campagne des législatives, il a été gratifié par la chancelière d'un portefeuille en rapport avec ses centres d'intérêt, en remerciement de sa lucide et courageuse fronde contre le plan de sauvetage prévu pour *Opel*. S'étant érigé en populaire gardien des principes de l'économie sociale de marché, le conservateur bavarois, seul contre tous, s'était en effet opposé en mai 2009 à l'injection de fonds publics pour soutenir le constructeur automobile en difficulté, jugeant préférable une mise en faillite ordonnée.

L'affaire de Kunduz

Ayant osé utiliser début novembre le mot tabou de « *guerre* » pour désigner la mission à laquelle participent les militaires allemands déployés sur les contreforts de l'Hindu Kush, Guttenberg, dont un des hélicoptères fut pris pour cible par des tirs au sol lors de sa première visite en Afghanistan, sut rapidement s'acquiescer le respect d'une partie de l'armée qui vit en lui un homme au franc-parler désireux de rester au contact des troupes. Au cœur de révélations sans cesse plus nombreuses, le « *baron noir* » perdit cependant de sa superbe, après les deux frappes aériennes sur Kunduz ordonnées le 4 septembre 2009 par le colonel allemand Georg Klein. Alors qu'il avait promis de faire toute la lumière sur cet événement tragique ayant coûté la vie à près de 140 personnes, dont de nombreux civils, le nouveau ministre de la Défense multiplia les déclarations contradictoires et conjoncturellement opportunes laissant douter les Allemands de sa bonne foi et de sa volonté de transparence affichée. Ayant d'abord cru bon de se solidariser avec le colonel à l'origine de l'attaque la

plus mortelle ordonnée par l'armée allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Guttenberg déclara ainsi le 6 novembre 2009, alors même que le gouvernement afghan avait déjà estimé à une trentaine le nombre de civils tués dans les bombardements aériens, que la frappe était « *militairement appropriée* ». Se ravissant, il affirma le 3 décembre devant le *Bundestag* que l'attaque était « *objectivement inappropriée du point de vue militaire* », soulignant que le colonel Klein avait « *sans aucun doute agi en toute bonne foi* » malgré de graves manquements. Il est vrai que l'affaire avait entre temps rebondi suite à des révélations publiées par *Bild* dans son édition du 26 novembre, selon lesquelles des informations de terrain faisant clairement état de lourdes pertes civiles avaient été dissimulées par le ministère de la Défense au parquet fédéral chargé d'enquêter sur cette bavure. S'appuyant sur un rapport secret de la *Bundeswehr*, le journal affirma de surcroît que l'attaque avait été commanditée sans pouvoir clairement exclure la présence de civils sur le lieu de cible, ce qui est parfaitement contraire aux règles d'engagement de l'OTAN.

Ayant dû reconnaître l'existence de l'embarrassant rapport mentionné par *Bild*, Guttenberg assura cependant devant la diète fédérale, alors appelée à débattre de la prolongation d'un an du très impopulaire mandat de la *Bundeswehr* en Afghanistan, qu'il n'en avait eu connaissance que la veille de sa divulgation publique. Pensant apaiser l'ire des partis de l'opposition parlementaire, il souligna que des responsabilités avaient été prises « *à des niveaux importants* » dans ce dossier, ce qui l'amena à réclamer la démission du chef de l'état-major de l'armée, le général Wolfgang Schneiderhan, ainsi que celle du secrétaire d'Etat à la

Défense, Peter Wichert. Accusé d'avoir volontairement dissimulé les pertes civiles du raid dans les semaines ayant précédé les élections fédérales du 27 septembre, le ministre de la Défense en poste au moment des faits, Franz Josef Jung, fut contraint de céder aux pressions des journalistes et hommes politiques le soupçonant d'avoir menti avant le scrutin en déclarant ne pas avoir d'élément indiquant la présence de civils parmi les morts. Bien qu'ayant juré ses grands dieux de ne pas avoir eu accès au rapport traitant de la frappe meurtrière de Kunduz, et donc d'avoir correctement informé le public et le Parlement de ce qu'il savait, Jung quitta le poste de ministre du Travail qu'il occupait nouvellement dans le gouvernement Merkel II, en précisant qu'il assumait ainsi « *la responsabilité pour la politique d'information du ministère de la Défense* ». Persuadé d'avoir échappé à la tempête, son successeur, auquel les médias reprochaient déjà d'en savoir plus qu'il n'en disait, se retrouva pour sa part pleinement sur la sellette lorsque diverses gazettes, à partir du 9 décembre, remirent en cause la justification officielle de l'atta-

attaque menée près de Kunduz. Un rapport confidentiel du Comité International de la Croix Rouge établissait que la frappe n'était pas « *conforme aux lois internationales* », et une enquête de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Isaf) indiquait que l'armée allemande avait voulu éliminer des dirigeants talibans. Plusieurs grands quotidiens affirmèrent alors que le colonel Klein avait ordonné l'attaque non pas pour détruire deux camions susceptibles d'être utilisés dans le cadre d'une attaque suicide contre le camp allemand de Kunduz, mais pour tuer deux des présumés chefs talibans de la région dans le cadre



d'une opération offensive contraire au mandat autorisant le déploiement de la *Bundeswehr* en Afghanistan. Appelé à indiquer si la stratégie d'« *assassinats ciblés* » faisait partie de la politique afghane du gouvernement, Guttenberg dut ainsi réaffirmer l'idée selon laquelle la présence militaire de l'armée allemande constituait une « *mission de stabilisation* » visant à protéger les efforts de reconstruction, et parer toute nouvelle accusation en affirmant qu'il n'avait pas été « *bien informé* » par ses propres services après sa prise de fonction.

Soumis à toutes sortes de critiques de la part des leaders de l'opposition souhaitant le voir démissionner, le jeune ministre conservateur se perdit néanmoins en amphigouriques circonvolutions lorsqu'il fut interrogé sur de nouvelles révélations publiées à la mi-décembre par *Bild*, selon lesquelles le général Klein s'était concerté avant d'agir avec des officiers et sous-officiers appartenant à une unité composée pour moitié de membres des troupes d'élite de la *Bundeswehr* KSK (unité des forces spéciales). Les explications apportées jusqu'ici par Guttenberg n'ont, à vrai dire, guère permis de savoir s'il avait été mis au courant des détails de l'opération avant qu'il ne l'ait avoué, si son ministère a cherché à étouffer l'affaire pour ne pas accroître davantage l'impopularité de l'engagement allemand en Afghanistan, ou encore s'il a conduit le chef d'état-major à démissionner pour en faire un bouc-émissaire.

La commission d'enquête parlementaire créée le 16 décembre afin d'éclaircir les circonstances de la bavure de Kunduz devra ainsi vérifier, comme le soulignait le président du SPD Sigmar Gabriel le 13 décembre, « *si Monsieur zu Guttenberg a dit la vérité quand il a affirmé que le commandement militaire ne l'avait pas suffisamment informé de l'affaire* ». Dans ce cadre, la clef de l'énigme réside peut-être dans les objectifs réels du général Wolfgang Schneiderhan. Soit il n'a pas présenté les documents au ministre, ce qui pourrait passer pour une faute de négligence, soit il les a volontairement dissimulés, ce qui relèverait de l'abus de pouvoir. La nuance est capitale pour la défense du populaire ministre : elle révélera si ce dernier est vraiment une victime comme il l'affirme, ou s'il a cherché un bouc émissaire afin de lui faire porter sa propre faute.

Le salut de la CSU

Les conclusions auxquelles parviendra la commission d'enquête, à la suite d'auditions qui pourraient durer une année, sont susceptibles de briser non seulement la brillante carrière de l'étoile montante de la CSU, mais aussi les espoirs des cadres du parti qui espèrent le voir succéder à Angela Merkel en 2013.

Affaibli par une succession de revers électoraux, le parti bavarois n'arrive de fait aucunement à renouer avec une dynamique ascensionnelle et attend fébrilement que son salut vienne de « *Theo* ». Actuellement ébranlée par un scandale touchant la banque régionale *BayernLB* – qui semble avoir racheté en 2007 l'établissement *Hypo Group Alpe Adria* (HGAA) à un prix trop élevé et de manière précipitée –, la CSU n'a toujours pas réussi à solder l'héritage de l'ancien ministre-président Edmund Stoiber, qui dirigea la Bavière de 1993 à 2007. L'arrivée de Horst Seehofer en octobre 2008 promettait un nouveau départ, mais l'ancien ministre fédéral de l'Agriculture, qui manque de soutien au sein de son parti, a surtout brillé jusqu'ici à Berlin, et met en œuvre un style que de nombreux députés du *Landtag* de Munich trouvent aussi désagréable que l'autoritarisme paternaliste de leur ancien patron.

Signe des temps, la CSU multiplie les exigences malvenues à l'endroit de ses partenaires de coalition, n'ayant par exemple guère hésité, par la bouche de quelques-uns de ses députés fédéraux, à réclamer la création d'un poste supplémentaire de vice-chancelier au sein du cabinet Merkel. Mettant toutes ses espérances en Guttenberg, la CSU redoute désormais que la nouvelle stratégie afghane dévoilée par le gouvernement le 26 janvier 2010, qui met spécialement l'accent sur la protection de la population et la formation des forces de sécurité autochtones, ne fasse davantage courir de risques aux soldats allemands, et donc par ricochet au ministre de la Défense. Si des soldats de la *Bundeswehr*, contraints de sortir de leurs casernes pour compléter sur le terrain la formation des soldats afghans, venaient à tomber dans une embuscade meurtrière, il est en effet probable que Guttenberg, déjà fortement ébranlé, soit amené à présenter sa démission.